Répertoire des textes législatifs et réglementaires parus entre le 1er juillet et le 15 octobre 1971 - Jurisprudence

Michel Gautret

► To cite this version:

Michel Gautret. Répertoire des textes législatifs et réglementaires parus entre le 1er juillet et le 15 octobre 1971 - Jurisprudence. 1971, pp.479-482. 10.4267/2042/20517 . hal-03394995

HAL Id: hal-03394995

<https://hal.science/hal-03394995>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cette rubrique est dirigée par

François MEYER
Ingénieur en chef du G.R.E.F.
Adjoint au Directeur général
de l'Administration et du Financement
Ministère de l'Agriculture

78, rue de Varenne
75 - PARIS - (7^e)

législation et jurisprudence

RÉPERTOIRE DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PARUS ENTRE LE 1^{er} JUILLET ET LE 15 OCTOBRE 1971

CHASSE

Arrêté du 16 juillet 1971 portant interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier de montagne (J.O. du 31 juillet 1971, p. 7603).

FISCALITE

Décret n° 71.628 du 28 juillet 1971 étendant aux sciages de chêne les dispositions du décret n° 70.781 du 27 août 1970 (J.O. du 30 juillet 1971, p. 7566).

MINISTÈRE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 71.790 du 20 septembre 1971 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions non en cours applicables de la loi n° 70.1 du 2 janvier 1970 portant modification de diverses dispositions du code minier (J.O. du 24 septembre 1971, p. 9473).

Décret n° 71.791 du 20 septembre 1971 abrogeant l'article 143 du code minier et sanctionnant diverses dispositions dudit code (J.O. du 24 septembre 1971, p. 9473).

Décret n° 71.792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renoncations à celles-ci (J.O. du 24 septembre 1971, p. 9474).

PERSONNEL

Liste d'admission à l'Ecole nationale d'ingénieurs des travaux des eaux et forêts des Barres (concours 1971) (J.O. du 4 août 1971, p. 7735).

Arrêté du 12 août 1971 portant liste des élèves ayant obtenu en 1971 le diplôme d'ingénieur des techniques forestières (J.O. du 19 août 1971, p. 8249).

Arrêté du 26 août 1971 donnant la liste des ingénieurs du génie rural des eaux et des forêts nommés au titre de 1971 (J.O. du 21 septembre 1971, p. 9384).

Arrêté du ministre de l'Agriculture du 26 août 1971 portant nomination d'ingénieurs-élèves du génie rural des eaux et des forêts (J.O. du 5 octobre 1971, p. 9881).

REBOISEMENT - TRAVAUX

Arrêté du 22 juillet 1971 portant règlement technique sur le commerce des graines et plantes de douglas (J.O. du 18 août 1971, p. 8221).

JURISPRUDENCE

CONTENTIEUX PENAL

Incendie de forêt par des bûcherons - Condamnation directe de la Société employant ces personnels, nonobstant le principe de la personnalité des peines - Arrêt de la Cour de Cassation du 19 décembre 1956 - Affaire Société GAILLARD.

LA COUR ;

Sur le rapport de M. le Conseiller DAMOUR, les observations de M^{rs} de LAVERGNE, GALLAND et NICOLAY et les conclusions de M. l'Avocat général SUSINI.

Statuant sur le pourvoi formé par : 1) la société GAILLARD, ayant son siège à Béziers, 2) LOUBET Louis, 3) PETIT Jean, habitant tous deux 53, avenue Jean-Moulin à Béziers, 4) GAILLARD Achille, avenue Albertini à Béziers, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Société GAILLARD et personnellement, en qualité de caution contre un arrêt de la Cour d'Appel de Rouen, en date du 3 janvier 1955 qui pour incendies involontaires de forêts, a condamné la société GAILLARD à 50.000 F d'amende et à des réparations civiles, a ordonné une expertise, et qui a mis hors de cause LOUBET Louis, PETIT Jean et GAILLARD Achille, pris en qualité de caution ;

— Sur le pourvoi de LOUBET Louis, PETIT Jean et GAILLARD Achille, pris en qualité de caution ;

Attendu que tous trois ayant été mis hors de cause par l'arrêt du 3 janvier 1955 sont sans intérêt à se pourvoir contre cet arrêt ;

— Sur le pourvoi de la Société GAILLARD et de GAILLARD Achille, pris en qualité de président de ladite Société ;

Vu le mémoire produit et les observations en défense ;

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 1^{er} et suivants, 45, 46, 165, 166, 170, 175, 179 du code forestier, 15, 16 et 18 du code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale,

En ce que l'arrêt attaqué, tout en déclarant prescrit le procès-verbal du 1^{er} mars 1953, faute de signification dans les trois mois, a retenu comme valables les deux procès-verbaux des 21 et 30 mars 1953 par lesquels ont été constatés deux incendies qui ont éclaté dans la région ;

Alors, d'une part, qu'aucun de ces deux procès-verbaux ne contenait la moindre indication quant à la nature ou même seulement à l'existence d'un délit forestier imputable à la demanderesse et alors que la mention relative à la nature du délit constitue une formalité substantielle dont l'inobservation entraîne par application des textes susvisés, la nullité radicale de l'acte,

Alors que, d'autre part, la prescription du premier procès-verbal qui était le seul à constater une infraction a eu pour effet d'éteindre définitivement celle-ci ainsi que le caractère délictueux de l'acte incriminé et alors que pour servir légalement de base à des poursuites les procès-verbaux établis à la suite des incendies survenus les 21 et 30 mars 1953, devaient nécessairement viser une infraction distincte de celle dont la cour a expressément constaté l'extinction ;

Attendu que le procès-verbal du 21 mars 1953 constate notamment que, le même jour, dans la parcelle 24 de la 3^e série de la forêt domaniale de Montfort, un hectare de pins sylvestres et 21 ares de taillis avaient été parcourus par le feu et que l'incendie avait été provoqué par des foyers, qui n'avaient pas été éteints lors d'un précédent sinistre du 1^{er} mars 1953, par suite de l'épaisse couche de terre de bruyère recouvrant le sol,

Attendu que le procès-verbal du 30 mars 1953 relate notamment, que l'incendie qui s'était déclaré dans la parcelle 24 de la 3^e série de la forêt domaniale de Montfort, le 21 mars 1953, n'ayant pu être complètement éteint, s'était subitement rallumé, activé par un vent violent ; que cet incendie n'a pu être maîtrisé que par les sapeurs-pompiers ; que 16 hectares de la parcelle 24 et 14 hectares de parcelle 24 ont été parcourus par le feu ; et que plusieurs centaines de pins ont particulièrement soufferts ;

Que les deux procès-verbaux mentionnent enfin que procès-verbal a été déclaré à GAILLARD, exploitant forestier adjudicataire de la coupe, civilement responsable ;

Attendu que ces énonciations des procès-verbaux contiennent toutes les indications prescrites par les articles 165 et suivants du code forestier insérés dans les articles III et suivants du décret du 19 octobre 1952, et par l'article 16 du code d'instruction criminelle et relèvent pour chaque fait d'une infraction distincte.

Sur le deuxième moyen de cassation, pris de la violation des articles 130 du code forestier, 637 et suivants du code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs et manque de base légale,

En ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation pénale à l'encontre de la demanderesse, sur la base des poursuites fondées sur les procès-verbaux des 23 mars et 8 avril 1953, tous deux signifiés le 20 juin 1953 suivant deux actes donnant assignation à comparaître le 17 décembre suivant :

Alors que les poursuites en matière de délit forestier se prescrivent par trois mois ;

Et alors qu'entre le 20 juin et le 17 décembre 1953 plus de trois mois se sont écoulés sans qu'aucun acte de poursuite, susceptible d'interrompre la prescription, soit intervenu ;

Alors qu'ainsi les infractions, à les supposer réelles se trouvaient éteintes par la prescription aux moments où le tribunal et la cour ont statué sur les poursuites ;

Attendu que la citation, donnée aux prévenus le 20 juin 1953 a eu pour effet d'interrompre la courte prescription de l'article 130 du code forestier et de lui substituer la prescription de droit commun ; que moins de trois mois s'étant écoulés depuis l'acte interruptif du 20 juin 1953, il s'ensuit que la prescription n'était pas acquise ;

Qu'ainsi le moyen n'est pas fondé,

Sur le troisième moyen de cassation, pris de la violation des articles 45, 46, 179, 199 du code forestier, 1^{er} et suivants du code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale ;

En ce que l'arrêt attaqué a retenu la responsabilité pénale de la Société des Etablissements GAILLARD et l'a condamnée à une peine d'amende par application des dispositions susvisées de l'article 179 du code forestier ;

Alors que cette amende a un caractère strictement pénal et qu'elle ne pouvait pas, en vertu du principe fondamental de la personnalité des peines être infligée à un être moral ;

Attendu que l'amende, en matière forestière, a un caractère mixte, qu'elle est régie par des règles spéciales qui la différencient des amendes ordinaires ; qu'elle sert, d'une part, de fixation aux dommages-intérêts ; que, d'autre part, l'administration des forêts a le droit de transiger ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé,
et attendu que l'arrêt est régulier en la forme
REJETTE le pourvoi,

Condamne les demandeurs solidairement à l'amende et aux dépens.

L'arrêt en question est déjà ancien, mais avec le développement des incendies de forêts et la concentration des entreprises forestières il prend une certaine importance.

Il convient de le faire connaître car s'il est confirmé par une prochaine jurisprudence, les principes qu'il pose seront de nature à faciliter grandement la poursuite des incendies de forêts, notamment en citant directement devant les tribunaux les sociétés adjudicataires de coupes dont les préposés sont responsables de l'incendie, ou en application directe de l'article 45 du code forestier.

En l'espèce les bûcherons de la Société GAILLARD, en abandonnant des feux mal surveillés, avaient provoqué un incendie de forêt. La Société GAILLARD fut poursuivie directement, des problèmes concernant le fonctionnement de la courte prescription de l'époque se posèrent, d'autre part à la suite d'erreurs matérielles, les qualifications et l'identité du responsable de la Société GAILLARD furent mal indiquées.

Néanmoins la Cour d'Appel de Rouen condamna directement la Société GAILLARD à amendes et dommages et intérêts, le 3 janvier 1955. Un pourvoi en cassation fut formé, le moyen de cassation essentiel qui fut invoqué fut le défaut de motifs et le manque de base légale en ce que l'arrêt attaqué avait retenu la responsabilité pénale d'une société, en application de dispositions du code forestier « alors que (cette) amende a un caractère strictement pénal et qu'elle ne pouvait pas, en vertu du principe fondamental de la personnalité des peines être infligée à un être moral ».

La Cour de Cassation rejeta cette argumentation, en faisant valoir que l'amende, en matière forestière, a un caractère mixte (c'est-à-dire à la fois civil et pénal), qu'elle est régie par des règles spéciales qui la différencient des amendes ordinaires ; qu'elle sert d'une part de fixation aux dommages-intérêts, que d'autre part, l'administration des forêts a le droit de transiger.

Le caractère particulier des amendes forestières et les liens multiples qui existent entre elles et les pénalités civiles (dommages et intérêts et restitutions) a une grande importance théorique et pratique.

Il faut rappeler que c'est à cause de cette situation qu'il a toujours été jugé, au moins jusqu'à la création de l'Office national des Forêts, que les amnisties pénales s'étendaient non seulement à l'amende, mais même aux condamnations civiles, en ce qui concerne les infractions forestières relatives aux forêts domaniales.

En l'espèce, si cette jurisprudence était maintenue, il serait possible de poursuivre directement les responsables des sociétés adjudicataires et cela simplifierait le travail de l'administration, au moins, en matière de citations.

M. GAUTRET.

Pour garder en bon état la collection de la
REVUE FORESTIERE FRANÇAISE

utilisez la

RELIURE INSTANTANEE

qui conserve intacts tous les numéros d'une année

Très belle présentation, couleur verte, impression or sur le dos

SANS MILLESIME

P R I X : 9 F

(port et emballage compris)

Les commandes sont à passer à l'adresse suivante :

REVUE FORESTIERE FRANÇAISE
14, rue Girardet, 54 - NANCY

Paiement au C.C.P. Nancy 5.400.64 B
au nom du Régisseur de l'Ecole Nationale du Génie Rural
des Eaux et des Forêts

LES RELIURES "ANCIEN FORMAT" SONT ÉPUISÉES